

SDEG 16

308, rue de Basseau
16021 ANGOULEME Cedex
Téléphone : 05 45 67 35 00
Télécopie : 05 45 67 35 20
E-mail : sdeg16@sdeg16.fr
Site internet : www.sdeg16.fr



**Syndicat Départemental d'Electricité et de Gaz
de la Charente**

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
n° 2021333BS0603**

Réunion du Bureau Syndical du 29 novembre 2021

Date de convocation : 17 novembre 2021

Date d'affichage : 6 décembre 2021

OBJET : Recrutement d'agents temporaires et/ou occasionnels pour l'année 2022.

L'an deux mille vingt-et-un, le vingt-neuf du mois de novembre à 14 heures 30, le Bureau Syndical s'est réuni au siège du SDEG 16, sous la présidence de Monsieur Jean-Michel BOLVIN, Président.

Nombre total de membres :	23
Quorum :	12
Nombre de présents au moment du vote :	12
Nombre de procuration au moment du vote :	0

Le Président

Expose :

- Que chaque année, dans le but de faire face au surcroît de travail momentané notamment durant à la période des congés et afin de pouvoir donner satisfaction aux Collectivités adhérentes, le SDEG 16 recrute des agents temporaires et des collaborateurs occasionnels.
- Qu'en application de l'article 3 alinéa 2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, il pourrait être décidé, pour l'année 2022, de créer 6 postes d'agents temporaires et/ou occasionnels sur le grade d'adjoint administratif de l'échelle C1 et d'en effectuer le recrutement.

Précise :

- Qu'en application de l'article 17.10 des statuts du SDEG 16 et de la délibération n°2020279CS0204 du Comité Syndical du 5 octobre 2020 lui donnant délégation, les décisions nominatives et non nominatives relatives au personnel sont de la compétence du Bureau Syndical.

Après en avoir débattu et délibéré, le Bureau Syndical, à l'unanimité :

- de **créer** les 6 postes sur le grade d'adjoint administratif de l'échelle C1.
- de **procéder** aux recrutements.
- d'**inscrire** les sommes nécessaires au budget.
- de **donner pouvoir** au Président pour prendre toutes les décisions et signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la délibération notamment, signer les contrats de travail.

En application des articles L. 5721-4 et L. 3131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le présent acte est exécutoire de plein droit dès qu'il a été procédé à sa publication « ou affichage » et de sa transmission au représentant de l'Etat dans le Département.

La présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et/ou notification, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif Poitiers, 15 rue Blossac - CS 80541 86020 Poitiers Cedex, ou par l'application Télérecours Citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr. Un recours administratif préalable peut être exercé dans le même délai.